

Un manque de vision

Acadie Nouvelle · 20 avr. 2019 · Julien Massicotte, professeur de sociologie, UMCE

Il semble que ces temps-ci chaque jour amène son lot de nouvelles coupures. Le monde universitaire néobrunswickois n'a pas été épargné: compressions dans le financement des programmes en sciences infirmières, réduction du programme de gratuité pour les étudiantes et étudiants à revenus modestes, etc. Dans le cas de l'abolition de ce programme de soutien financier, en tant qu'acteurs du système universitaire néo-brunswickois, nous ne pouvons que nous désoler de cette décision, côtoyant nous-mêmes sur une base quotidienne des gens pour qui l'accès aux études universitaires n'a été possible que par le biais de ce programme. Il s'agit là de décisions politiques qui auront, nous le craignons, des conséquences durables sur l'ensemble des communautés néobrunswickoises.

À l'ère de l'économie du savoir, il est légitime de se demander sur quel type de vision de société reposent de telles décisions. Y a-t-il une saturation de gens éduqués au Nouveau-Brunswick? Selon des données de 2011 de Statistique Canada, il y a une proportion moins importante de diplômés universitaires chez les plus de 25 ans au Nouveau-Brunswick (15%) que dans l'ensemble du pays (23,3%); le nord francophone de la province (11,8%) souffre davantage de cette situation. Dans ce contexte, l'éducation est-elle vraiment un luxe dont on peut se passer? Même le dogmatisme économiste le plus borné ne peut avancer sérieusement qu'une société insouciant de l'éducation de sa population puisse être viable.

Il existe un consensus quant à l'époque de réformes de Louis J. Robichaud: la province a connu alors une décennie de progrès sociaux dont on célèbre l'héritage encore aujourd'hui. L'éducation occupait une place cruciale au centre de ces réformes – avons-nous besoin de rappeler la création de l'Université de Moncton en 1963? L'éducation constituait l'une des pierres angulaires de ce projet de société, plusieurs cohortes étudiantes ont bénéficié de cet accès à l'éducation. Plus que jamais, cet héritage est en danger. L'accès à l'éducation constitue une part essentielle d'une vision sociale qui tente de s'assurer qu'une population soit éclairée, autonome et responsable, innovatrice et créatrice, et libre plutôt qu'asservie.

De toute évidence, l'actuel gouvernement, déconnecté des enjeux sociaux contemporains et sans empathie aucune avec de larges pans de sa population (communautés acadienne, syndiqués de la fonction publique, secteur de la santé et de la petite enfance, etc.), cherche à miner des acquis sociaux durement gagnés au fil des dernières décennies. Face à un gouvernement antisocial, la société civile devra nécessairement s'organiser.

[Rendez-vous sur acadienouvelle.com pour consulter la liste complète des signataires]

Voici :

Au nom des professeures et professeurs du secteur des sciences humaines de l'UMCE:

Denis Duval (professeur de science politique),
Sylvain Fiset (professeur de psychologie),
Nicole Lang (professeure d'histoire),
Sylvie Morin (professeure de psychologie),
Normand Renaud-Joly (professeur d'histoire),
Luc Vigneault (professeur de philosophie),
Denis Wolfshagen (professeur de philosophie)